

Bitcoin : derrière l'envolée, la révolution durable des crypto-monnaies ?

Une contrevaletur cumulée de 300 milliards de dollars

C'est le sujet du moment dès lors qu'on parle de finance. Le bitcoin s'accroche au-dessus de 10.000 dollars dans des cotations par définition non officielles et dont la compensation n'est pas assurée. Un peu plus de 11.000 dollars, cela se compare avec moins de 1.000 en début d'année et cela traduit une envolée continue : 2.000 en mai, 4.000 encore fin septembre, 8.000 en novembre. Cette même chronique avait analysé la monnaie cryptée vedette le 16 décembre 2013. La contrevaletur était proche de 1.000 dollars. Au-delà du regret de ne pas avoir conseillé fermement alors la spéculation, l'analyse doit être revue aujourd'hui, malgré les contours toujours difficiles à fixer. L'encours des monnaies cryptées – disons plutôt leur contrevaletur – dépasse 300 milliards de dollars. Plus de 7 % des actifs au bilan de la BCE.

Le peer to peer et un montant maximal émis

Vertige ? Bulle ? Sans doute oui. Mais, avant tout une certaine incompréhension de la part d'une grande majorité des financiers.

Le bitcoin est d'abord une des crypto-monnaies en circulation. Le fonctionnement est celui d'une sorte de troc électronique, les transactions s'opérant de façon numérique, par transfert d'un portefeuille électronique à un autre, suivant la démarche de pair à pair (peer to peer). Les utilisateurs ont une adresse cryptée publique qui donne accès aux informations et une adresse privée qui permet de réaliser les opérations.

Les validations électroniques sont effectuées par un réseau d'utilisateurs (rémunérés en bitcoin) et pas par un système central.

Le bitcoin a une autre caractéristique : la masse qui sera finalement en circulation a été fixée au départ : 21 millions dans 100 ans, la création étant programmée sur un rythme décroissant à partir de celui de 50 unités toutes les 10 minutes de 2008 à 2012.

Une monnaie : un pouvoir libérateur et une confiance (fiducia)

Ainsi, a été créée une véritable monnaie. Ce qui signifie que sa délivrance donne un pouvoir libérateur dans une transaction ou le règlement d'une dette. Une monnaie est d'une certaine façon un bien comme un autre : elle vaut ce qu'en donne la contrepartie. Mais dans l'histoire ancienne et récente la monnaie apporte une garantie dans la valeur libérateur : celle que lui donne un État qui, d'une façon ou d'une autre l'authentifie. Cela a été le cas des monnaies en or et la liste des rois ayant allégé le poids de métal jaune dans leur monnaie officielle est longue. Cela est le cas des monnaies fiduciaires : billets et pièces émis par un État sur sa signature, donc sur sa confiance (fiducia en latin).

Les États – leurs banques centrales le cas échéant – assurent la valeur et ont longtemps garanti la convertibilité en or ou en monnaie gagée sur le métal jaune. Ce n'est plus le cas depuis 1976, les accords de la Jamaïque ayant acté la fin de l'étalon or. Aujourd'hui, le dollar c'est la puissance des États-Unis et la Pax americana. L'euro c'est la puissance industrielle et la faculté à lever de l'impôt en Allemagne et en France. Le yen est une monnaie patriotique garantie par l'épargne au service de la puissance industrielle et financière. La Chine – un état totalitaire aux règles bien

différentes – est en phase de mise en place d'une garantie de contrevaletur internationale.

Face à cela, le bitcoin revendique une valeur (la rareté organisée et contractuelle) et la fiabilité des transactions. Sans garantie implicite d'un État. Sans la centralisation d'une banque centrale assurant des achats et des émissions de monnaie, l'équilibre d'un système bancaire.

L'envolée des actifs est une fuite devant les monnaies officielles

On en revient à la rareté d'un bien qui fait sa valeur pour une part, et la fiabilité, base de la monnaie. On ne peut pas dire que les deux impératifs soient parfaitement respectés par les grandes banques centrales. Le total de leur bilan pèse 40 % du produit intérieur brut des pays dont elles émettent la monnaie. Les principales monnaies mondiales ne sont pas rares et elles n'ont guère d'autres garanties que celles des États : leurs polices, leurs armées, leurs douanes, leurs fiscalités,...

Les monnaies émises ou échangées au travers des fameuses blockchain apparaissent en comparaison comme des biens, sinon réels, en tout cas cadrés car non imprimables à volonté. Le recours au bitcoin, c'est donc la fuite vis à vis des grandes devises. On ne peut que constater que l'envolée des actifs depuis dix ans, illustrée par les indices boursiers, ceux de l'immobilier et, de façon plus éclatante encore par les 450 millions de dollars atteints en vente par le Salvator Mundi attribué à Vinci, n'est pas moins une fuite des devises. C'est la conséquence des émissions massives de monnaie des Quantitative Easing. Et cela va durer, tant on voit mal les grandes Banques Centrales effacer leurs concours aux systèmes bancaires.

La vie privée retrouvée grâce aux crypto-monnaies. Mais le bitcoin va devoir essuyer des krachs

Pour autant, les 10.000 dollars du bitcoin sanctionnent plus que cette défiance monétaire. La liberté de la transaction, celle du pouvoir libérateur anonyme est consubstantielle au succès des crypto-monnaies. Libérateur peut vouloir dire liberté : les ambitions gouvernementales de fin de la monnaie liquide généralisées dans les grands pays développés, c'est la volonté d'en finir avec la liberté pour chaque agent économique. Le flicage absolu de tout individu dans sa vie économique par le contrôle de la totalité de ses transactions, l'incapacité d'échanger un bien ou un service en toute confidentialité, c'est le pouvoir absolu sur la vie donné par les possibilités de collecte d'information du Big data. La crypto-monnaie, le peer to peer, c'est la possibilité de retrouver une vie privée.

Alors, 1.000 dollars, 10.000 dollars, 50.000 dollars pour l'encours des 21 millions de bitcoins qui circuleront en 2140 ? Le pronostic est compliqué pour le bitcoin lui-même : il peut être la référence des monnaies cryptées comme il pourrait être le précurseur arrivé trop tôt à l'image des billets de la Banque Générale de Law. Assurément, le bitcoin n'échappera pas aux krachs, mais il pourrait leur survivre.

En revanche, les crypto-monnaies ont un bel avenir, sauf spectaculaire redressement de la crédibilité des banques centrales ou la prise de mesures autoritaires par les États à contrecourant de la société du numérique. Pour le moment, les deux sont dépassés.

Quelles sont les réactions pour le moment ? Un pays qui aime la liberté comme la Chine interdit le bitcoin. La technocratie qui dirige l'Europe se montre très réticente et se verrait bien plus sévère encore. Le FMI est sur une position méfiante. Mais, les marchés financiers américains traitent cette monnaie, jusqu'au Nasdaq qui le fera l'année prochaine. Mais la Banque d'Angleterre étudie les conditions d'un développement. Mais le Japon organise sa pratique...

Et dans le canton suisse de Zoug ou dans la commune de Chiasso dans le Tessin, on va pouvoir régler ses impôts ou ses taxes en bitcoin. Une monnaie, c'est bien une contrepartie fiable au pouvoir libérateur, en premier lieu vis à vis de l'État ? La Confédération Helvétique ne manque pas de crédibilité financière ni d'une monnaie considérée comme (très) solide. Si elle ne craint pas la crypto-monnaie, faut-il s'en inquiéter ?